

PREMIERE RENCONTRE MONDIALE POUR LE DROIT A LA VILLE
Saint-Denis, France 12 décembre 2012

Quelques réflexions sur le droit à la ville

Gustave Massiah

Je voudrais vous proposer quelques réflexions sur le droit à la ville. Je me situerai dans une démarche altermondialiste qui consiste partir de l'action des mouvements sociaux et citoyens pour réfléchir à la compréhension de la situation et à sa transformation.

Le droit à la ville est une proposition forte dès lors qu'elle s'inscrit dans une perspective d'émancipation, dans un changement global de nos sociétés. Il ne s'agit pas seulement d'un simple ajout qui ajouterait un droit à d'autres droits sans passer par la transformation de la ville. Le droit à la ville doit permettre de redéfinir la ville. Il faut donc le resituer dans la transition des sociétés.

Qu'est-ce que ces mouvements nous apprennent sur la situation dans les villes et sur le droit à la ville ? Je l'aborderai à partir de trois discussions sur la situation et les perspectives de transformation : celle qui s'exprime dans la préparation du Forum Social Mondial de Tunis ; celle qui a eu lieu à Africités 6, à Dakar, en décembre 2012 ; celle qui se dégage du nouveau cycle de luttes et de révolutions qui a commencé à Tunis, place de la Casbah, en 2010.

La ville dans la crise et dans la transition

La situation est caractérisée par ce que l'on est convenu d'appeler la crise. Elle prend l'aspect d'une crise financière, celle de la financiarisation qui caractérise la phase actuelle de la mondialisation capitaliste. En fait cette crise combine plusieurs dimensions : sociales et économiques, celle des inégalités sociales et de la corruption ; géopolitiques et militaires avec la fin de l'hégémonie des Etats-Unis, la crise du Japon et de l'Europe et la montée de nouvelles puissances ; idéologiques et culturelles avec l'interpellation de la démocratie, les poussées xénophobes et racistes ; écologiques et civilisationnelles avec la mise en danger de l'écosystème planétaire.

La question du logement, de la ville et de l'espace est présente dans chacune de ces dimensions. La crise financière éclate avec les subprimes et l'explosion de la bulle immobilière. Elle n'est pas terminée. Des quartiers entiers des villes américaines sont bombardés par l'endettement. En Espagne, les suicides accompagnent les expulsions. La gestion des villes est confrontée à la ségrégation spatiale et sociale. L'idéologie sécuritaire marque la gouvernance urbaine et se traduit dans la montée des discriminations, de la xénophobie et du racisme.

Par rapport à cette situation, l'épuisement du néolibéralisme ouvre une période de crise structurelle qui verra la confrontation entre plusieurs avenir possibles.

Retenons-en trois : le renforcement sous d'autres formes de la financiarisation et son extension à la Nature ; un réaménagement du capitalisme fondé sur une régulation publique et une modernisation sociale ; une rupture ouvrant sur une transition écologique, sociale et démocratique. Les situations concrètes seront caractérisées par des articulations spécifiques entre ces trois logiques et les modèles urbains qui leur correspondent.

La première vision correspond à une conception de l'économie verte financiarisée. Dans cette vision, la sortie de la crise passe par l'élargissement du marché mondial, par le « marché illimité » nécessaire à la croissance. Elle propose d'élargir le marché mondial, qualifié de marché vert, par la financiarisation de la Nature, la marchandisation du vivant et la généralisation des privatisations.

Dans cette logique, il s'agit de s'opposer à l'idée que l'accès aux droits est acquis par la gratuité. La Nature produit des services (elle capte le carbone, elle purifie l'eau, etc.) L'affirmation est que ces services sont dégradés parce qu'ils sont gratuits. Pour les améliorer, il faut leur donner un prix, un prix défini par le marché. Il faut les marchandiser, les privatiser, les financiariser. Il s'agit de remplacer le droit sur la Nature considérée comme un bien commun par une propriété privée qui permettrait une « bonne gestion » de la Nature. Il faudrait laisser cette gestion de la Nature aux grandes entreprises multinationales, financiarisées, qui sauraient la gérer et pallier à ses insuffisances. Une nouvelle offensive est menée pour éliminer toute référence aux droits fondamentaux qui pourrait affaiblir la prééminence des marchés. Il s'agit de subordonner le droit international et la Nature au droit des affaires.

Les modèles urbains correspondant sont dans le prolongement du modèle de l'ajustement structurel et de la ville libérale-mondiale accentuées par les réponses violentes aux résistances populaires. Les profits gigantesques concentrés dans les marchés de capitaux nourriront les blanchiments et la narco-architecture.

La deuxième conception est celle du Green New Deal, défendue par d'éminents économistes de l'establishment comme Joseph Stiglitz, Paul Krugman et Amartya Sen souvent qualifiés de néo-keynésiens. Il s'agit d'un réaménagement en profondeur du capitalisme qui inclut une régulation publique et une redistribution des revenus. Elle est encore peu audible aujourd'hui car elle implique un affrontement avec la logique dominante, celle du marché mondial des capitaux, qui refuse les références keynésiennes et qui n'est pas prêt à accepter qu'une quelconque inflation vienne diminuer la revalorisation des profits. La situation nous rappelle que le New Deal adopté en 1933 n'a été appliqué avec succès qu'en 1945, après la deuxième guerre mondiale

Les modèles urbains correspondant à cette issue de la crise renoueront avec certaines des politiques de la période fordiste et néolibérale. Elles pourraient aller plus loin dans la mesure où les tenants de la modernisation sociale devraient s'appuyer sur les couches populaires et seraient plus à l'écoute des mouvements sociaux urbains. Elles trouveraient leurs limites dans la contradiction entre le productivisme du capitalisme vert et les contraintes de l'écosystème planétaire.

La troisième conception est celle des mouvements sociaux et citoyens qui a été explicitée dans le processus des FSM. Les mouvements sociaux ne sont pas indifférents aux améliorations en termes d'emploi et de pouvoir d'achat que pourrait apporter le Green New Deal. Mais ils constatent l'impossibilité de les concrétiser

dans les rapports de forces actuels. Ils considèrent que la croissance productiviste correspondant à un capitalisme, même régulé, n'échappe pas aux limites de l'écosystème planétaire et n'est pas viable.

Ils préconisent une rupture, celle de la transition sociale, écologique et démocratique. Ils mettent en avant de nouvelles conceptions, de nouvelles manières de produire et de consommer. Citons : les biens communs et les nouvelles formes de propriété, le contrôle de la finance, le bien-vivre et la prospérité sans croissance, la réinvention de la démocratie, les responsabilités communes et différenciées, les services publics fondés sur les droits et la gratuité. Il s'agit de fonder l'organisation des sociétés et du monde sur l'accès aux droits pour tous.

Cette rupture est engagée dès aujourd'hui à travers les résistances et les pratiques concrètes d'émancipation qui, du niveau local au niveau global, préfigurent les alternatives. Les modèles urbains de cette issue à la crise sont à inventer. Elles sont préfigurées par les recherches d'alternatives au niveau des mouvements et de certaines autorités locales.

Les autorités locales et les mouvements sociaux

Africités 6, à Dakar, en décembre 2012, a été une rencontre des autorités locales à l'échelle de l'Afrique, avec près de 2500 pouvoirs locaux et territoriaux africains alors que le continent en compte environ quinze mille. Le thème retenu était : construire l'Afrique à partir de ses territoires. Les débats ont mis l'accent sur l'articulation entre les échelles de territoires : local, régional, national, grandes régions (les cinq sous-régions africaines) et continental.

La stratégie proposée est de partir du local et de son territoire comme échelle pertinente de l'articulation entre la population et le social, l'environnement, les institutions et la démocratie. Les échelons sub-nationaux sont de ce point de vue considérés comme des territoires locaux et les autorités locales correspondantes sont marquées par la volonté de démocratie de proximité et non comme une déconcentration de la légitimité nationale. La proposition est de reconstruire le territoire national à partir du local, ce qui permet de redéfinir l'espace public, la citoyenneté et la souveraineté.

La construction des espaces supranationaux peut s'appuyer sur la référence au territoire local. Elle implique le refus de la logique des programmes d'ajustement structurels, c'est-à-dire de l'ajustement de chaque société au marché mondial des capitaux, qui entraîne la subordination du local au mondial et la négation du national.

Le droit à la ville est un droit territorial. Il s'inscrit dans une conception alternative du développement, celle de l'accès aux droits pour tous et de l'égalité des droits. C'est la convergence des droits qui donne son sens au droit à la ville. C'est la territorialisation des droits qui sert de fil conducteur aux politiques locales.

La dimension urbaine du nouveau cycle de luttes et de révolutions

Le nouveau cycle de révolutions qui a commencé à Tunis permet d'approfondir et d'actualiser la signification du droit à la ville. Le vent nouveau parti de Tunis s'est

d'abord propagé en Egypte. Il s'est étendu à toute la région Maghreb-Machrek. Il a traversé la Méditerranée et s'est propagé en Europe du Sud. Il a trouvé un nouveau souffle en traversant l'Atlantique. Ce nouveau cycle de révolutions s'est traduit par une réappropriation de l'espace public et contribuera à donner un sens nouveau à la ville.

Ce qui émerge à partir des places, c'est une nouvelle génération qui s'impose dans l'espace public. Il ne s'agit pas tant de la jeunesse définie comme une tranche d'âge que d'une génération culturelle qui s'inscrit dans une situation et qui la transforme. Elle met en évidence les transformations sociales profondes liées à la scolarisation des sociétés qui se traduit d'un côté par l'exode des cerveaux, de l'autre par les chômeurs diplômés. Les migrations relient cette génération au monde et à ses contradictions en termes de consommations, de cultures, de valeurs. Les résultats sont certes contradictoires mais réduisent l'isolement et l'enfermement. Les chômeurs diplômés construisent une nouvelle alliance entre les enfants des couches populaires et ceux des couches moyennes.

Cette nouvelle génération construit par ses exigences et son inventivité, une nouvelle culture politique. Elle modifie la manière de relier les déterminants des structurations sociales : les classes et les couches sociales, les religions, les références nationales et culturelles, les appartenances de genre et d'âge, les migrations et les diasporas, les territoires. Elle expérimente de nouvelles formes d'organisation à travers la maîtrise des réseaux numériques et sociaux, l'affirmation de l'auto-organisation. Elle tente de définir, dans les différentes situations, des formes d'autonomie entre les mouvements et les instances politiques.

Le mouvement cherche ses formes dans toutes les grandes régions du monde. Dans des dizaines de villes, des campements d'« indignés » ont envahi les places. Il proclame : *pour une vraie démocratie maintenant, il faut créer des places ; Nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des banquiers ou politiciens ; Nous sommes des personnes courantes et ordinaires ; L'impossible ne peut qu'advenir*. Le mouvement Occupy Wall Street prolonge le cycle des luttes. Il se traduit par des occupations dans des dizaines de villes des Etats-Unis. Il cible le cœur du pouvoir, les fondements de la crise et l'échec de la représentation : « Je suis 99% et vous êtes 1% ». Les étudiants chiliens et les « carrés rouges » québécois témoignent de la révolte de la jeunesse par rapport à la faillite du système éducatif mondial et à la généralisation de l'endettement à l'éducation.

Le logement est au centre de la crise. La production des logements sociaux est remise en cause par les privatisations et la mise à la casse de l'Etat-social. Le logement est au centre des difficultés des couches populaires dans tous les pays. Au Maghreb et au Machrek, il participe d'une véritable souffrance populaire. En Espagne, le logement fait partie des six thèmes prioritaires mis en avant par le mouvement des indignados : « la classe politique, les banques, les services publics, la démocratie participative, les impôts, le chômage et le logement ». Après la levée du campement de Puerta del Sol, le mouvement anti-expulsions se développe très vite. La « Plateforme des personnes affectées par l'hypothèque » met en cause les banques « qui ont cherché à placer leurs produits à tout prix et à endetter les gens à vie ». Parmi les mots d'ordre : « Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie » et aussi « Sans maison, sans boulot, sans retraite, sans peur »

La dimension urbaine ne se limite pas au logement. Les insurrections mettent en cause la ville néolibérale et redonnent un sens à la ville. Les mouvements sociaux ont mis en échec l'injonction permanente à circuler et la mobilité forcée qui caractérise la ville néolibérale. Par rapport à cette évolution, certains réseaux avancent des propositions qui cherchent à ralentir la ville ; à organiser des villes facilitant la rencontre et la solidarité ; à rechercher plus de liens plutôt que plus de biens ; à augmenter la résilience par les relocalisations. En occupant les places, les mouvements réinvestissent le centre des villes. Ils cherchent à se réapproprier les places et à s'installer dans l'espace public. L'affirmation « Nous ne bougerons plus » indique la forme de la résistance et la décision d'inscrire le mouvement dans la durée.

La question centrale posée par ce nouveau cycle de révolutions est la question démocratique. Elle est confirmée comme un impératif qui doit être complètement repensé. Elle pointe les limites inacceptables et les faux-semblants des démocraties réellement existantes. Elle pointe aussi la décolonisation inachevée. Les occupants des places innovent en se positionnant comme un contrôle citoyen de masse, vigilant et attentif. « Si on va lentement, c'est qu'on va loin ». Ils font le pari de ne pas s'épuiser. Et que d'autres prendront le relais pour aller plus loin dans le cas d'une reprise en main par les pouvoirs ligüés contre ce désir de démocratie réelle. « Nous dormions, nous nous sommes réveillés : Place occupée »

Ce qu'il y a de nouveau est en gestation ; il n'est pas prédéterminé. Une part de ce qui est nouveau cherche son chemin à l'échelle des régions et n'est visible qu'à l'échelle d'une génération. La culture politique est une culture urbaine. La culture politique des places mêle l'utopie et le réalisme. Au Moyen Age, la résistance au féodalisme affirmait déjà « l'air de la ville rend libre ». La révolution urbaine à venir pourra porter des valeurs renouvelées, celles des libertés et de la démocratie. La nouvelle révolution urbaine donnera son sens au droit à la ville.

Biographie :

Ingénieur économiste de formation, Gustave Massiah a participé à la création de l'Ecole d'Architecture de Paris-La Villette, UPA6 ; il y a enseigné pendant quarante ans. Il a mené de nombreuses études et recherches sur les questions du logement et de la ville dans le cadre de ACT-Consultants, une société de conseil de type coopératif. Il est conseiller Stratégique de la CGLUA (Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique).

Il est représentant du CRID au Conseil International du Forum Social Mondial ; membre fondateur de l'AITEC (Association internationale de techniciens, experts et chercheurs) et de IPAM (Initiatives pour un Autre Monde) ; membre du Conseil scientifique d'ATTAC.

Quelques publications :

Contribution au livre Quelles livres pour le 21^{ème} siècle, direction Françoise Lieberherr et German Solinis, Genève, Infolio, 2012

Une stratégie altermondialiste, Editions La Découverte, Paris 2011

Villes en Développement (avec Jean François Tribillon) ; Editions La Découverte, Paris, 1988.

Un pas de plus dans l'exaspération des peuples

Il se passe tellement de choses depuis quelques semaines, au Brésil, en Turquie, en Egypte, en Grèce, en Indonésie. Des mouvements massifs, quasi insurrectionnels, témoignent de l'exaspération des peuples. Les révoltes des peuples ont un soubassement commun dans la compréhension de ce qu'est la crise structurelle officiellement admise depuis 2008. Mais, ce n'est pas sur cette analyse d'ensemble que démarrent les mouvements. L'explosion part de questions inattendues et se prolongent.

Ces mouvements se rattachent au nouveau cycle de luttes et de révolutions qui a commencé il y a moins de trois ans. Le vent nouveau parti de Tunis s'est d'abord propagé en Egypte. Il a mis en avant la lutte contre les dictatures et il s'est étendu à toute la région Maghreb-Machrek. Il a traversé la Méditerranée et s'est propagé en Europe du Sud, en Espagne, au Portugal, en Grèce en posant la question de la démocratie réelle. Il a trouvé un nouveau souffle en traversant l'Atlantique à travers les "occupy" Wall Street, London, Montréal. Il a pris des formes plus larges dans de nombreux pays du monde, au Chili, au Canada, au Sénégal, en Croatie, autour de la faillite des systèmes d'éducation et de la généralisation de l'endettement de la jeunesse. Le pouvoir économique et le pouvoir politique, à travers leur complicité, ont été désignés comme les responsables de la crise. Ce qui a été démasqué c'est la dictature du pouvoir financier et la « démocratie de basse intensité » qui en résulte.

Les premières jonctions tiennent à la nature des mots d'ordre explicités depuis Tunis et Le Caire et complétés par les autres mouvements. Il s'agit d'abord du refus de la misère sociale et des inégalités, du respect des libertés, du rejet des formes de domination. D'un mouvement à l'autre, il y a eu des affinements sur la dénonciation de la corruption et la désignation du « 1% des plus riches et des plus puissants » ; sur la revendication d'une « démocratie réelle » et le rejet de la fusion entre les classes financières et politiques ; sur les contraintes écologiques, de l'accaparement des terres et des matières premières à l'environnement.

Le Forum social Mondial de Tunis, en mars 2013, a souligné le rapport entre les nouveaux mouvements et le mouvement altermondialiste. Ces mouvements ne se sont pas organisés dans le mouvement altermondialiste, même si de nombreuses relations ont existé dès le début. Les nouveaux mouvements sociaux ont leur dynamique propre. Les jonctions avec les mouvements plus anciens de l'altermondialisme existent mais elles sont diffuses. D'autant qu'aucun des deux ensembles n'est homogène et qu'ils n'ont, ni l'un, ni l'autre, de formes de représentation permettant des discussions formelles. Les mouvements plus anciens de l'altermondialisme devront tirer les leçons de leurs avancées et de leurs limites. Et, comme le dit si bien Esther Vivas pour les nouveaux mouvements : « c'est un prologue ».

Les mouvements ne font que commencer. Historiquement, aucun mouvement ne s'est imposé à l'ordre existant en trois ans. Ce qu'il y a de nouveau dans ce cycle de révolutions est en gestation ; il n'est pas prédéterminé. La période amène à ouvrir la discussion publique sur les révolutions et les ruptures. Le temps des révolutions est un temps long et n'est pas linéaire. Les ruptures ne sont pas définitives. Certaines situations sont déviées pour ramener les insurrections populaires à des guerres civiles. La possibilité des manœuvres et des manipulations existent. Elles rendent plus difficile la perception des enjeux de long terme par rapport aux situations

dramatiques. Une part de ce qui est nouveau cherche son chemin à l'échelle des régions et n'est visible qu'à l'échelle d'une génération.

Ce qui se passe ces dernières semaines en Turquie, en Egypte, au Brésil confirme la défiance par rapport aux partis et aux formes traditionnelles du politique. Le rejet de la corruption va au-delà de la corruption financière ; il s'agit de la corruption politique qui résulte de la fusion du financier et du politique. Comment faire confiance quand ce sont les mêmes, avec parfois un autre visage, qui appliquent les mêmes politiques, celles du capitalisme financier. Quand on entend « vous ne nous représentez pas », il y a une double remise en cause : celle de l'élite politique, de la classe politique dans son ensemble et celle plus large de la démocratie représentative, de la représentation. Les élections ne peuvent pas être réduites à une des manières de revenir à l'ordre par rapport aux insurrections révolutionnaires.

Ces mouvements sont porteurs d'un renouvellement qui n'en est qu'à ses débuts dans l'invention de nouvelles conceptions des formes d'organisation et dans la recherche d'une mutation dans la nature du pouvoir. Pour l'instant, ils portent des coups de boutoir dans l'espoir de fracturer les blocs dominants, de faire éclater la fusion entre le politique et le financier.

Gustave Massiah
Militant altermondialiste

3 propositions, 3 hypothèses

Renforcer l'alliance stratégique entre les collectivités locales et les mouvements associatifs

Inscrire la démarche des ODD dans la perspective des stratégies de transition

Prendre la mesure des défis posés par les nouveaux mouvements et les grandes révoltes populaires

Renforcer l'alliance stratégique entre les collectivités locales et les mouvements associatifs

Les acteurs de la transformation sociale

A Africités

Une proposition stratégique

Relocalisation sur les territoires

Partir du local pour articuler les territoires

Proximité

Territoire, institution, population

Canoas, le FALP, les métropoles solidaires à partir des périphéries

A la première rencontre sur le droit à la ville

S'inscrit dans la démarche de l'accès des droits

Une conception du développement

Inscrire la démarche des ODD dans la perspective des stratégies de transition

Prendre la mesure des défis posés par les nouveaux mouvements et les grandes révoltes populaires